

nistration, fédéral, provincial, municipal, scolaire, de payer deux fois pour produire quelque chose, pour bâtir quelque chose, pour réaliser quelque chose, et laisser ce contrôle entre les mains de quelques individus?

Monsieur le président, nous ne demandons pas à l'honorable ministre de nationaliser le système bancaire, non, mais d'utiliser au complet et entièrement les services de la Banque du Canada, en la mobilisant, ou en l'utilisant, de façon à ce qu'elle puisse permettre à nos commissions scolaires, par exemple, de sortir du marasme financier dans lequel elles sont présentement, aux provinces des crédits au lieu de les obliger à s'agenouiller à New York ou à Washington ou en Belgique pour obtenir des fonds leur permettant de développer les choses dans leur province, à demander à Washington la permission de faire une route dans la province de Québec ou dans la province d'Ontario, de construire des barrages hydro-électriques dans notre province, d'aller chercher des fonds en Belgique ou en France et d'obliger la province de Québec, ou n'importe quelle autre province du Canada d'en faire autant, alors que nous avons les techniciens, les ingénieurs et tout cela chez nous au Canada.

Nous ne sommes pas capables d'avoir un système monétaire par lequel nous pouvons monnayer nous autres mêmes le secteur public qui nous intéresse et qui intéresse toute la population. Le ministre des Finances n'en parle pas de cela; il est aussi fort cette année en mathématiques qu'il l'était l'an passé ou il y a trois ans. Il n'y a que deux façons pour lui de trouver de l'argent: les emprunts et les taxes. Avant de taxer, il doit emprunter, naturellement, et le ministre en convient. Et quand on a taxé suffisamment et qu'il manque encore de l'argent et qu'on recourt aux emprunts, on relance encore de ces dettes et l'on perçoit des taxes d'une autre façon, comme on l'a fait récemment pour la sécurité de la vieillesse. On double les taxes de \$120, \$122, à \$240. C'est le système du ministre des Finances. Et quand nous lui disons que nous vivons dans un monde financier qu'on peut appeler un monde de fous et que nous sommes administrés par les plus remarquables d'entre eux, on nous traite de démagogues. Nous disons au ministre de prendre ses responsabilités, pas d'amender le système monétaire de la façon dont il le fait présentement.

On a déjà eu des réformes monétaires, genre gouvernement libéral ou conservateur. Certainement. Déjà on avait des cinq cents tout petits, on a fait une réforme monétaire, on a frappé des cinq cents en nickel. C'était une réforme monétaire. Nous avons déjà des petits vingt-cinq cents en papier, on les a

remplacés par des vingt-cinq cents en métal. Une réforme monétaire. Cela n'augmentait pas, par exemple, le volume de monnaie en circulation. Non, cela n'a rien changé. Et nous sommes au même point.

Un ancien premier ministre libéral du Canada, le très honorable William Lyon Mackenzie King, après que la Loi sur la Banque du Canada fut adoptée et mise en vigueur au mois de mars 1935, déclarait au mois d'août 1935, avant les élections générales, que tant que le gouvernement, le Parlement, ne reprendrait par le contrôle de l'émission du volume de l'argent et du crédit au Canada, il est futile et oiseux de croire en une saine démocratie. On y perd son temps. C'était M. King qui disait cela, un ancien père spirituel de l'actuel ministre des Finances. Le ministre des Finances a oublié cela complètement. Monsieur le président, nous y pensons, nous, actuellement.

M. le président suppléant (M. Richard): Le député de Mont-Royal.

M. Trudeau: L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Caouette: Certainement.

M. Trudeau: Ne pense-t-il pas que le public ne ferait pas d'efforts, avec ses épargnes, pour acheter des obligations du gouvernement si le gouvernement ne payait pas un intérêt?

M. Caouette: Il n'est pas question de cela, c'est complètement en dehors de la question. Que le gouvernement recoure à des émissions d'obligations achetées par la Banque du Canada. Pour quelle raison la Banque du Canada n'est-elle pas celle qui serait autorisée à faire la multiplication de 12.5 fois ce montant-là?

M. Trudeau: C'est le public qui paye. Est-ce qu'il le ferait s'il n'y avait pas un intérêt à recevoir?

M. Caouette: Au lieu de payer le gouvernement, ou de financer le gouvernement, le public financerait la création de nouvelles industries, par exemple, dans la province de Québec, qu'on dit sous-développée, et peut-être dans les autres provinces. Au lieu de canaliser ces épargnes vers le gouvernement central, servons-nous des épargnes et encourageons le public à investir ses épargnes dans la création d'industries nouvelles et dans le développement de ressources naturelles dans la province. Cela serait logique et nous appuierions une telle chose.

M. Trudeau: Je pense que l'honorable député n'a pas tout à fait compris. Est-ce que le public prêterait de l'argent, dans le secteur public ou ailleurs, s'il n'y avait pas un intérêt?